



ZEP, DHG : les mauvais coups continuent Après les vacances, élargir et poursuivre la mobilisation!

Vincent Peillon a récemment annoncé deux mesures pour l'éducation prioritaire : des heures de cours en moins pour les enseignantEs, et l'augmentation de l'indemnité mensuelle. Les dirigeants du SNES et du SNUipp, majoritaires dans l'enseignement, ont crié victoire au lieu de dénoncer les réelles intentions du ministre et n'ont rien fait pour que la colère des enseignantEs s'exprime de manière massive. Mais les collègues du 92 et du 93 ont réussi à se faire entendre malgré tout ! Ce sont eux qui ont raison

Des moyens qui continuent de baisser.

Sur 1000 ZEP, moins d'un tiers seront concernées par les annonces du ministre et serviront essentiellement de prétexte pour dépouiller tous les autres établissements (dont la majorité des actuelles ZEP).

Après sa feinte de recul sur les statuts, suite aux mobilisations de décembre, Peillon passe par l'Education Prioritaire pour accentuer l'individualisation des conditions de travail, la casse des garanties collectives et l'augmentation de la charge de travail des enseignantEs, tout en excluant les élèves en difficulté vers la précarité professionnelle.

La mobilisation s'organise.

Dans le 93, le 6 février, une Assemblée Générale s'est tenue à Bobigny et a rassemblé 130 personnes avec plus de 40 établissements représentés pour refuser la baisse des DHG, la suppression des heures statutaires et revendiquer notamment, la baisse des effectifs par classe, la titularisation de tous les précaires et un plan de rattrapage et de création de postes.

Dans le 92, 27 établissements sur les 31 classés ZEP sont touchés par des baisses de moyens. Le mouvement de grève initié le 20/01 par un collège de Villeneuve-la-Garenne qui perd 56 heures a fait boue de neige : 200 enseignants étaient présents, 20 établissements étaient représentés à l'AG du mardi 28/01. Ils se sont ensuite retrouvés à 600 devant le Ministère.

Certains établissements se sont mis en grève reconductible et ont ponctué la semaine avec des actions de blocage avec les parents et de diffusion sur les marchés.

Ils revendiquent la création de 2000 heures minimum nécessaires pour le département.

Vers la convergence pour combattre la politique du gouvernement

La journée de grève du 13 février est un premier pas pour que les enseignantEs du 92 et du 93 ne luttent pas séparément chacunE dans leur département mais au contraire, retrouvent ensemble le chemin de la grève et de la rue.

Nous devons tout faire désormais pour que cette journée ne soit pas isolée et que la mobilisation rebondisse après les vacances afin de construire une mobilisation nationale pour la création massive de poste dans l'Education nationale et l'abrogation des décrets ou l'abandon de projets visant à foudroyer le statut des enseignantEs (sur les rythmes, projet de réforme du statut).

Pour l'Île-de-France, une prochaine date est d'ores et déjà en discussion, le 4 mars. Le nombre d'établissements présents à l'AG du 13 au soir sera déterminant pour donner une légitimité à ce prochain appel à la mobilisation. Il devrait également tenter d'être un premier pas en direction du premier degré. D'abord parce que le report des opérations de carte scolaire après les élections municipales ne change pas une donnée inchangée entre ce gouvernement et le précédent : toujours moins de postes et des conditions de travail de plus en plus dégradées. Ensuite, parce que les enseignantEs du primaire n'ont pas fini d'en découdre sur l'affaire des rythmes.

Nous avons peut-être là, pour la première fois depuis longtemps, l'opportunité de nous battre ensemble pour construire un mouvement premier et second degré avec pour objectif de faire plier le gouvernement sur sa politique éducative et de restriction supplémentaire du budget de services publics, saisissons-là et soyons nombreuses et nombreux en grève le 4 mars !